

**« Colonisation, exploitation pétrolière et développement humain :
Quel modèle développement rural
Dans les zones pétrolières d'Amazonie équatorienne ? »**

Juteau-Martineau Guilhem

Doctorant en sociologie politique au Certop (Université Toulouse 2 Jean Jaurès) et au GET (Université Toulouse 3 Paul Sabatier)

Sous la direction de Vincent Simoulin (Certop) et Sylvia Becerra (GET).

Adresse : 43, rue des fontaines, 31300 Toulouse

Guilhem.juteau@gmail.com

07 86 62 67 43

Sommaire

Introduction :	3
État de l'art :	4
Contexte de l'étude :	6
Problématique :	6
Méthodologie :	8
Résultats :	10
1. La construction d'un monde rural entre exploitation pétrolière et colonisation (1964-1994).	12
1.1 Les acteurs de la société rurale amazonienne (1970-2000) :	13
1.1.1 Les indigènes :	13
1.1.2 Les entreprises pétrolières :	15
1.1.3 Les colons	17
1.2 Les nombreuses problématiques du ménage à trois	18
1.2.1 Les relations entre pétroliers et indigènes	18
1.2.2 Les relations entre colons et indigènes	19
1.2.3 Les relations entre pétroliers et colons	19
2. Dans un monde rural organisé autour des conflits socio-environnementaux, les relations communautaires deviennent centrales	20
2.1 La montée des conflits sociaux dans le district amazonien	22
2.1.1 Les effets pervers de la première génération de réglementations de l'exploitation pétrolière	23
2.1.2 L'adoption du dollar et la chute du café : effondrement de l'économie du monde paysan et dépendance croissante aux entreprises pétrolières	23
2.1.3 La RAE vers un accès au développement ?	24
2.2 L'explosion et la répression des conflits	25
3. CORREA au pouvoir : la souveraineté nationale, la seconde génération de normes socio-environnementales et la planification du développement national.	26
3.1 Le renforcement de l'État entre prises de position, normes et stratégie	26
3.2 La planification du développement	27
3.2.1 Plan Buen Vivir/PDOT : des instruments « participatifs »	27
3.2.2 EEEP : une redistribution de la rente concentrée dans les aires urbaines et les centres peuplés	28
3.2.3 Les communautés du millénaire : l'outil central de politiques de développements qui tendent à vider les campagnes en regroupant les ménages	29
3.3 La société rurale pétrolière se trouve menacée par la forme que prend la planification du développement : les limites ... ou l'objectif de la politique de Correa ?	29
Conclusion : une stratégie de dépeuplement des zones exploitées ?	31

Introduction :

Le développement de l'exploitation pétrolière dans le nord de la Région Amazonienne d'Équateur (RAE) se déroule, à partir des années 1970, conjointement à une politique de colonisation de ces terres « incultes ». Cette double dynamique, pilotée de loin par l'État central, est à l'origine de brusques changements sociaux, économiques et environnementaux qui débouchent sur la constitution d'une société rurale pétrolière fortement militarisée (Little, 1992) et relativement indépendante du reste du pays. Elle se retrouve rapidement en situation de contamination environnementale généralisée (Kimmerling, 1991) à l'origine d'un scandale sanitaire révélé durant les années 1990 (UPPSAE, 1993 ; Jochnick, 1994 ; San Sebastian et al., 2001 ; Maldonado y Narvaez, 2005 ; Orta-Martinez et al., 2007 ; Paz-y-Mino et al., 2008 ; Martin Beristain et al., 2009). L'époque de la colonisation du nord de l'Amazonie (1970-94) se caractérise par un esprit pionnier des colons et de l'entreprise allié à une non-prise en compte des droits de l'homme. Ensuite, la « chute du café » à la fin des années 1990 et la dollarisation en 2000 conduisent à une situation de précarité économique, notamment des communautés rurales éloignées des voies de communication (Entretiens avec des ruraux de RAE, mai-juin 2014).

Si les années 1990 sont le théâtre de grands mouvements sociaux dans tout le pays, la problématique des zones pétrolières n'est abordée en tant que telle qu'à partir des années 2000. À cette époque, l'adoption de plusieurs normes (Constitution, 1998 ; LGA, 1999 ; RAHOE, 1995 puis 2001) alliée à une précarité économique grandissante des ménages ruraux conduit à une diversification des relations directes entre communautés et entreprises pétrolières et à une inflation des conflits opposant communautés riveraines d'un côté et entreprises pétrolières et/ou État de l'autre. Le rassemblement le plus important conduit à la destitution du président Gutierrez en 2000. À cette époque, la société rurale pétrolière se pose toujours plus en obstacle au bon déroulement de l'exploitation pétrolière. Face à la menace qui pèse sur sa principale ressource stratégique, l'État se doit alors de réagir. À ce titre, l'arrivée au pouvoir de Correa en 2007 est marquée par l'application de la tactique du choc psychologique lors du conflit de Dayuma en 2008 (Entretiens à Dayuma et Pacayacu, mai-juin 2014). Ensuite, la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des conflits s'appuie notamment sur une discrimination positive de l'orienté dans le cadre de la politique de développement nationale. À partir de 2012, un fonds est ainsi destiné en priorité à l'Orienté pour l'obtention de projets de développement¹. Si cette stratégie entend calmer durablement les conflits, la politique de développement mise en œuvre présente deux limites pour la société rurale pétrolière. Premièrement, la relance de l'économie rurale n'est pour l'instant pas clairement envisagée. Ensuite, le système d'attribution de projets d'accès aux services de base se concentre pour l'instant dans les aires urbaines et les centres peuplés, excluant ainsi les communautés rurales pétrolières.

1 Voir article 94 de la loi réformée d'hydrocarbures (2010)

L'objet du présent article est de comprendre dans quel contexte émergent les problématiques de la société rurale pétrolière équatorienne et d'analyser les réponses récemment mises en œuvre par le gouvernement Correa afin d'envisager le devenir ce territoire. L'hypothèse qui ressort de ce travail est que la politique de développement mise en œuvre par le gouvernement, en n'intégrant que très marginalement la problématique de l'économie rurale, va dans le sens d'une reconfiguration radicale du rural vers un dépeuplement des zones pétrolières habitées, autrement dit d'un abandon progressif des activités propres à définir une société rurale.

État de l'art :

Les zones d'exploitation pétrolière du nord de la RAE font, surtout depuis les années 1990, l'objet de nombreuses études qu'il est possible de diviser en quatre catégories. Tout d'abord, les premières études s'intéressent à la modification du territoire amazonien, puis à la révélation des impacts sanitaires et environnementaux de l'exploitation pétrolière dans le district amazonien.

Les premières études analysent le peuplement de l'Amazonie (Léna et Barral, 1985), les changements agraires (Gondard, 1989 ; Eberhart, 1998) et le développement d'un « complexe pétro-militaire » (Little, 1992) dans le district amazonien. Elles permettent notamment de comprendre les rôles de l'État, de l'armée et des colons dans la constitution de la société rurale pétrolière. Ensuite, les études se focalisent sur les rapports entre entreprises pétrolières et communautés colonnes et indigènes, et rendent notamment compte de l'établissement de relations particulières entre entreprises pétrolières et communautés riveraines de l'exploitation.

À partir des années 1990, plusieurs études dénoncent et documentent les impacts socio-environnementaux de l'exploitation pétrolière (Kimmerling, 1991 ; Jochnick, 1994 ; San Sebastian, 2001, 2002 ; Maldonado et Narvaez, 2005) dans le district amazonien. Elles rendent compte des pratiques industrielles et socio-environnementales de différentes entreprises présentes en Équateur, dont Texaco-CEPE (1967-90) et Petroecuador qui leur succède comme exploitant du district amazonien. Elles montrent notamment que la contamination issue de l'exploitation pétrolière est à l'origine d'un désastre environnemental et sanitaire. Les principales victimes des conséquences sanitaires de la contamination sont les colons, car ils sont plus nombreux que les indigènes et généralement en contact plus direct avec les installations pétrolières. Mais les indigènes subissent également un désastre culturel à travers la modification brutale de leurs conditions de vie occasionnée par la perte de territoires ancestraux (Entretien avec Fidel Aguinda, août 2011). Ainsi, à la même époque, la dénonciation des impacts de l'exploitation dans les aires protégées prend une forme militante qui donne lieu à des publications à caractère informatif sur les réseaux d'ONG environnementales (OILWATCH, Amazon Watch, etc.). Aujourd'hui, de nombreuses études se concentrent sur le cas du bloc ITT, situé dans une zone de méga-biodiversité incluse au parc

national Yasuni².

Souvent à vocation militante, les recherches qui portent sur la contamination pétrolière ont dans un premier temps tendance à se focaliser sur la mise en visibilité des impacts de l'exploitation pétrolière, au détriment d'autres aspects tels que le rôle de l'État dans la configuration structurelle de la société rurale pétrolière. Les approches par les conflits socio-environnementaux (Fontaine, 2003, 2007 et autres) et les approches comparatives avec des sites sans pétrole (Bustamante, 2007 ; Wasserstrom, 2013) permettent par la suite de relativiser la part de responsabilité de l'exploitation pétrolière dans la situation des colons du district amazonien, notamment par rapport à la structure géographique, socio-politique et économique de l'Amazonie équatorienne.

Durant les années 2000, des chercheurs de la Flacso dont Guillaume Fontaine développent une sociologie des conflits socio-environnementaux qui envisage les relations communautaires comme autant de potentielles luttes singulières pour l'accaparement de ressources. Ces études permettent de distinguer au moins quatre types de conflits : les conflits pour la préservation de territoires indigènes, les conflits pour la conservation des zones à fort intérêt environnemental, les conflits pour réclamer l'indemnisation et la réparation des impacts socio-environnementaux de l'exploitation pétrolière et les conflits pour réclamer un accès au développement humain. Dans cet article, nous nous intéressons aux deux derniers types de conflits, qui sont particulièrement présents dans le district amazonien. En outre, ils semblent représentatifs de l'équation du développement dans cette région : alors que jusqu'en 2007, les entreprises pétrolières sont pratiquement les seules pourvoyeuses de projets de développement à travers la négociation de compensations avec les communautés, l'État lance une politique forte de planification du développement national. La question se pose alors de savoir qui de l'État et des entreprises pétrolières est en charge du développement des communautés rurales pétrolières et pourquoi.

Enfin, plusieurs auteurs procèdent à une analyse comparée des effets de la colonisation et de l'exploitation pétrolière sur la société pétrolière de RAE

- Bustamante (2007, FLACSO) compare le développement humain en RAE à partir de données publiques telles que les recensements, en distinguant les zones pétrolières des zones sans pétrole. Il parvient à la conclusion que le sous développement de la société rurale pétrolière par rapport au reste du pays s'explique moins par la présence de l'exploitation pétrolière que par la structure de la société amazonienne, notamment caractérisée par l'absence de l'État.

2 L'initiative Yasuni ITT, pilotée par l'Etat, propose de laisser le pétrole contenu sous une partie du parc Yasuni, appelée bloc ITT, sous terre, en échange de la contribution de la communauté internationale à hauteur de 50% des bénéfices attendus, évalués à 3,5 milliards de dollars. Face au manque de succès de l'initiative, le président Correa y met fin en aout 2013 et autorise le commencement des opérations par Petroamazonas.

- En 2013, Wasserstrom publie une étude sur les liens entre pétrole, colonisation et déforestation en RAE sur la période 1964-94. Il parvient notamment à la conclusion que la majorité de la déforestation est attribuable aux colons, en particulier à l'élevage, et non aux entreprises pétrolières comme différents commentateurs le suggèrent.

Contexte de l'étude :

Cet article présente les résultats préliminaires d'un travail de thèse commencé en 2013 sur la mise en œuvre de la régulation socio-environnementale de l'exploitation pétrolière dans le district amazonien, intégré au projet ANR MONOIL. Lancé à la suite d'une demande de l'État équatorien auprès de l'IRD Équateur en 2010, le projet binational MONOIL vise « l'amélioration des connaissances transdisciplinaires sur les impacts sociaux, sanitaires et environnementaux des activités pétrolières en Équateur ». Son objectif principal est de contribuer à améliorer la compréhension, le suivi, la réduction et la prévention des contaminations pétrolières et de leurs impacts. Il s'agit notamment de construire un outil de modélisation incluant des indicateurs sociaux, politiques, économiques, environnementaux, etc. afin de construire différents scénarii prospectifs des sites étudiés. Un des sous-objectifs du projet MONOIL est ainsi de suivre et d'analyser l'impact des politiques publiques sur le contexte industriel, social, économique et environnemental dans les sites exploités, dans le but d'identifier des indicateurs de vulnérabilité des riverains aux impacts de l'exploitation pétrolière. Dans cet article, nous envisageons plus particulièrement le cas des riverains ruraux des paroisses de Pacayacu (Sucumbios) et Dayuma (Orellana) ; situées dans le district amazonien.

Problématique :

Notre travail de thèse s'intéresse à la mise en œuvre de régulations socio-environnementales de l'exploitation pétrolière dans le district amazonien. **Quelles sont les effets de telles régulations sur la vulnérabilité des communautés rurales colonnes face au risque que représente l'exploitation pétrolière ?** En premier lieu, nous décrivons l'objet de recherche. Ensuite, nous déclinons les différents termes de la problématique et présentons les sous questions de recherche. Enfin, nous expliquons la méthodologie adoptée pour le recueil de données.

Nous désignons les communautés rurales colonnes du district amazonien par l'expression « société rurale amazonienne », en ce sens qu'elles partagent un passé commun, s'adonnent globalement aux mêmes activités, respectent les mêmes règles et partagent des problématiques semblables. Elles sont composées en majorité de fermiers, d'anciens journaliers et de quelques fonctionnaires. Elles entretiennent toutes des relations plus ou moins proches avec les entreprises pétrolières, et rencontrent principalement des problématiques en lien avec les passifs socio-environnementaux, la réparation/indemnisation/compensation des impacts de l'exploitation pétrolière, la chute de l'activité

agricole et un trop faible accès aux services de base. D'une manière générale, les communautés rurales pétrolières rencontrent des difficultés à faire valoir leurs droits. Dans le cas du district amazonien, le risque pétrole renvoie alors à 4 catégories d'enjeux directs et indirects identifiées lors d'une précédente étude (Juteau-Martineau et al., 2014) :

- les conditions de vie qui se déclinent notamment en accès aux services de base tels que le logement, les transports, l'éducation, la santé, l'eau, etc.
- l'économie des ménages ruraux : activités agropastorales, accès à l'emploi, etc.
- l'environnement, en référence à la constitution de 1998 qui entérine le « droit à vivre dans un environnement sain et libre de contamination »
- la structure socio-politique fait référence à une capacité plus ou moins grande des communautés à identifier, subvenir à leurs besoins ou à les faire remonter, et à obtenir des réponses.

Quels sont les enjeux affectés par la présence de l'exploitation pétrolière ? Quels enjeux sont affectés par d'autres facteurs ? Quelle capacité des communautés à surmonter le risque ?

Le concept de régulation renvoie à des normes codifiées, des normes non écrites et des pratiques concrètes d'application de ces normes. Les normes codifiées incluent les instruments d'action publique tels que textes de législation ou instrument de planification et les engagements volontaires des acteurs tels que chartes ou démarches de certifications. Les normes non écrites, notamment des normes sociales, configurent plus ou moins les relations au sein du système d'acteurs dans lequel les normes écrites sont appliquées. Ainsi, les pratiques concrètes d'application des normes sont le fruit de l'intégration d'un instrument à un système d'acteurs préexistant. Nous considérons le système d'acteurs comme la mise en relation de différentes rationalités, qui poussent les acteurs à entrer en lutte pour la conquête d'« espaces de pouvoirs » qui leur permettent ou non d'améliorer leur position (Crozier et Friedberg, 1977).

Comment la régulation de pratiques préexistantes et l'introduction de nouvelles pratiques influent-elles sur la vulnérabilité de la société rurale pétrolière ? Cette influence est elle recherchée ?

Le concept de vulnérabilité sociale renvoie à une situation de risque. Elle est conçue comme « l'incapacité d'une communauté à absorber par l'auto ajustement les effets d'un changement donné dans son environnement. (...) La vulnérabilité détermine l'intensité des dommages que produit l'occurrence effective du risque sur la communauté » (Wilches-Chaux, 1989). Elle peut se décliner dans le cas présent en vulnérabilité socio-économique et socio-politique. La vulnérabilité socio-économique consiste par exemple en l'instabilité laborale, le manque de revenus ou un trop faible accès aux services de base. La vulnérabilité socio-politique consiste, elle, en une incapacité des

communautés à identifier leurs problèmes et trouver des solutions, par exemple par manque de connaissance de leurs droits, ou manque d'informations sur les risques qu'ils encourent. En l'occurrence, on pose l'hypothèse que les communautés rurales présentes dans les zones pétrolières sont exposées à un risque en lien avec les activités pétrolières. On pose également l'hypothèse que ces communautés acquièrent au fil du temps des dispositions leur permettant d'anticiper le risque et d'y faire face (Becerra et Peltier, 2009 ; Becerra, 2012 ; Juteau-Martineau et al., 2014). Dans le cas où une communauté ne dispose pas de capacités lui permettant de surmonter le risque, on estime qu'elle est vulnérable. Il s'agit alors de disséquer le risque, d'identifier les formes d'exposition au risque (les enjeux) et les différentes capacités (socio-politiques et socio-économiques) qui semblent permettre de le surmonter afin de qualifier la vulnérabilité d'un sujet donné, dans notre cas les communautés rurales pétrolières. Une vulnérabilité est alors entendue comme un indicateur d'intensité (Wilches-Chaux) intégrant une analyse quantitative d'une faiblesse identifiée chez ou plusieurs communautés face à un risque donné. (Becerra, Juteau-Martineau).

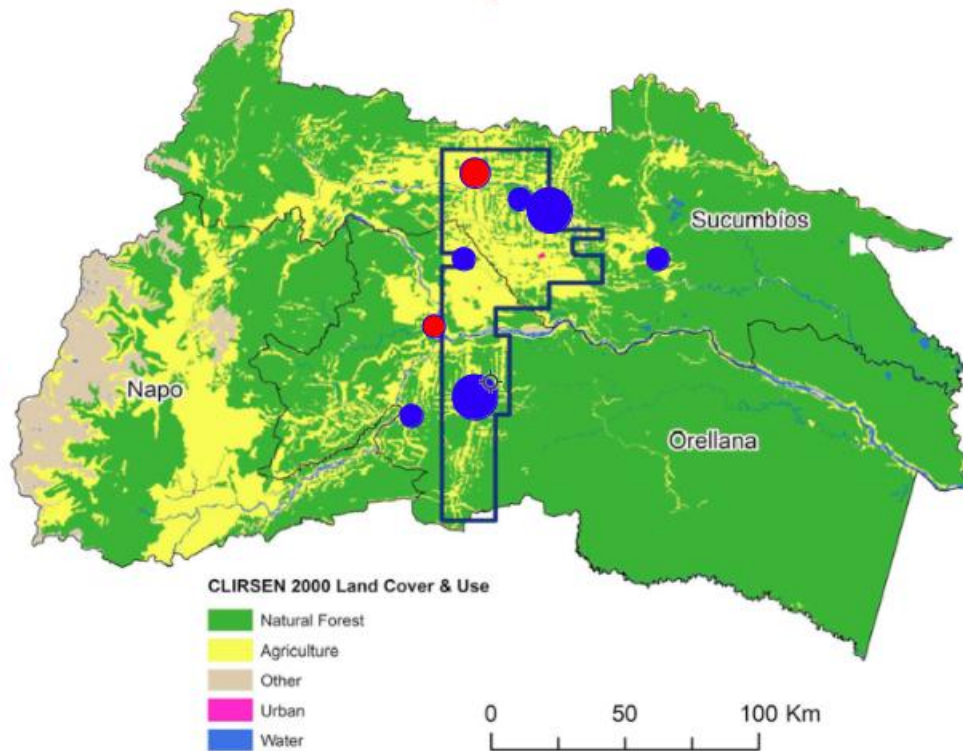
L'application du concept de vulnérabilité permet-elle d'identifier des indicateurs pertinents dans le cadre d'une analyse de politiques publiques ? Quelles sont ses limites ?

Méthodologie :

La phase préliminaire de cette recherche consiste en une revue de l'État de la question (présenté plus haut), l'analyse du corpus de régulations socio-environnementales, et une mission de terrain exploratoire dans le district amazonien effectuée entre avril et juin 2014. Lors de la mission de terrain, le choix des sites d'études répond aux critères suivants : forte présence d'infrastructures pétrolières et de colons, site exploité depuis plus de vingt ans, communautés accessibles au-delà de la troisième ligne de colonisation (au moins à 6km de la route principale). Il s'agit ainsi de cibler des territoires à fonction pétro-agricole ancienne et peu connectés. Nous posons alors l'hypothèse que ces territoires subissent d'une manière particulière les conséquences de la présence de l'exploitation pétrolière, notamment de par leur isolement géographique. Des entretiens sont ainsi menés dans les centres administratifs (Coca pour Orellana et Lago Agrio pour Sucumbios) ainsi que dans plusieurs paroisses rurales (voir carte) parmi lesquelles deux sites sont étudiés plus en profondeur: Dayuma (Orellana) et Pacayacu (Sucumbios).

Durant cette mission, nous avons pu assister à une dizaine de réunions publiques d'information sur des projets pétroliers ou de développement, et avons mené 70 entretiens exploratoires individuels ou collectifs auprès de différents acteurs : État central/directions provinciales, Entreprises pétrolières, Gouvernements Autonomes Décentralisés (GAD), Associations de défense des droits de l'homme/ONG et représentants de communautés. La théorie sociologique accorde une importance particulière au vécu de chaque acteur, à l'analyse subjective de ses ressources et des limites à son action dans le cadre d'un système spécifique d'action (Crozier et Friedberg, 1977).

À notre tour nous proposons une approche mixte qui intègre une revue des normes et des politiques publiques, un état de l'art et une étude des acteurs par la perceptions qu'ils ont de leur situation dans le système d'acteurs de la société rurale amazonienne.



Sur cette carte, le cadre noir représente le district amazonien, et les cercles rouges localisent les centres administratifs Lago Agrio (Sucumbios) et Coca (Orellana). Les cercles bleus localisent les paroisses visitées au cours de la mission de terrain. Les deux plus grands représentent Pacayacu (Sucumbios) et Dayuma (Orellana). Les petits cercles bleus localisent des paroisses visitées à l'occasion d'entretiens avec la junta paroissiale, de sorties avec un agent du ministère de l'environnement et/ou lors de réunions publiques d'information sur les projets pétroliers en cours. On en compte deux à Sucumbios (Dureno, Aguas Negras) et deux à Orellana (Garcia Moreno et San Carlos). Si la couverture du district amazonien est loin d'être exhaustive, l'approche exploratoire de ces différents sites permet de dégager des dynamiques tendancielle à l'échelle du territoire.

Les grilles d'entretien concernent l'histoire et la caractérisation du territoire (population, économie, organisation sociale, conditions de vie, problématiques), les interrelations entre acteurs, l'effet des normes socio-environnementales et des politiques de développement, les besoins des communautés et les ressources dont elles disposent pour satisfaire ces besoins et la vision de l'avenir de l'acteur rencontré.

Résultats :

Nous identifions trois périodes dans l'évolution des relations entre entreprises et communautés. La première correspond à l'ère de la colonisation du district amazonien (1970-1994) et à la présence du consortium Texaco-CEPE. Elle se caractérise par la construction d'une société rurale pétrolière fortement militarisée et soumise à une intense contamination, qui est objectivée à travers le concept de passifs socio-environnementaux. La seconde période émerge à travers quatre événements, qui conduisent à une intensification des relations communautaires et à la montée des tensions : la « chute du café » à la fin des années 1990, l'adoption de normes socio-environnementales de l'exploitation pétrolière, la dollarisation de 2000 et la construction d'un nouvel oléoduc, qui symbolise la volonté d'étendre et d'intensifier l'exploitation pétrolière. Elle est caractérisée par différents types de conflits dans le district amazonien, qui réclament notamment l'amélioration de leurs conditions de vie à l'État, et la réparation et la compensation des passifs socio-environnementaux à Petroecuador. La dernière période commence avec l'arrivée de Correa au pouvoir en 2007. Elle correspond à une prise en main des problématiques pétrolières par l'État, qui réprime les conflits puis organise une réponse aux revendications des communautés riveraines de l'exploitation pétrolière. Nous présentons alors les résultats issus des premières analyses de ces politiques publiques.

À partir des années 1970, l'État adosse une politique de colonisation à l'entrée de l'entreprise pétrolière Texaco dans les actuelles provinces de Sucumbios et d'Orellana. Les colons s'installent alors le long des voies d'accès aux infrastructures pétrolières :

« l'exploitation du pétrole a joué un rôle fondamental dans cette poussée vers l'est car c'est elle qui a créé les axes de pénétration routière dès 1972. Mais l'exploitation du pétrole a aussi contribué plus directement au peuplement de la région dans la mesure où, à l'origine, de nombreux colons étaient d'anciens travailleurs de compagnies pétrolières ou de travaux publiques. » (Lena et Barral, 2005).

Or, l'État laisse à Texaco, puis aux nombreuses autres entreprises pétrolières qui s'installent par la suite, toute latitude pour la gestion industrielle, mais aussi sociale et environnementale du développement de l'exploitation pétrolière. D'un côté, ce manque de régulation conduit à une contamination intense de l'environnement. De l'autre, il donne lieu à l'établissement de relations paternalistes avec les communautés et clientélistes avec leurs représentants, qui permettent de minimiser les coûts sociaux et environnementaux de l'exploitation. Dans ce contexte, on assiste à la constitution d'un monde rural aux caractéristiques particulières, entre petites exploitations agricoles de culture (café, maïs) ou d'élevage, indigènes natifs repoussés toujours plus loin dans la forêt et entreprises pétrolières toutes puissantes.

À partir des années 2000, ces relations « communautaires » s'intensifient à travers une double dynamique. D'un côté, la société rurale pétrolière entre en crise économique suite à la « chute du café » à la fin des années 1990. Les petits cultivateurs subissent alors, face à l'instabilité des cours des matières premières, une baisse significative de la rentabilité de l'activité agricole. Selon les endroits, ils se retrouvent de plus en plus dépendants des rares emplois pétroliers pour compléter leurs revenus. De l'autre, l'adoption de réglementations socio-environnementales de l'exploitation pétrolière impose aux entreprises la réparation et la compensation/indemnisation des impacts de l'exploitation pétrolière, qui sont autant d'occasions pour les riverains de réclamer quelque chose à l'entreprise. Les uniques opportunités pour les ruraux dans le besoin de compléter leur revenu sont alors les emplois pétroliers et les compensations/indemnisations. Or, la raréfaction croissante des emplois pétroliers (due à une forte demande des communautés) alliée à la réticence des entreprises publiques à mettre en œuvre des compensations engendre une montée des conflits socio-environnementaux. Ainsi, dans le district amazonien, trois problématiques ressortent au début du 20ème siècle : la forte contamination de l'environnement en général et de fermes privées en particulier (à partir de 1970) ; le manque d'accès aux services de base (idem) ; la crise microéconomique que traversent les colons ruraux, en particulier ceux qui sont éloignés des routes et des centres peuplés (à partir de la fin des années 1990). Ces problématiques prennent la forme de conflits socio-environnementaux plus ou moins coordonnés, qui parviennent à attirer l'attention des pouvoirs publics en devenant un véritable obstacle au bon déroulement de l'exploitation pétrolière. Depuis 2007 et l'arrivée de Correa au pouvoir, différents instruments de régulation publique prennent en compte les problématiques sociales et environnementales de la société amazonienne mais ne parviennent pas à intégrer la micro-économie rurale dans la planification du développement de l'Orient, en particulier dans le district amazonien. Dans cet article, nous présentons l'hypothèse selon laquelle les interventions publiques dans cette région contribuent à reconfigurer l'espace rural en appliquant un modèle de développement orienté vers un dépeuplement de la société rurale pétrolière du district amazonien. Or, la concentration probable d'une population sans activité économique dans les centres peuplés et les aires urbaines du nord de l'Amazonie soulève de nombreux enjeux pour les politiques de développement humain, qui s'intensifient dans la région depuis l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir en 2007.

Nous tentons alors (1) de comprendre l'émergence des différentes problématiques de la société rurale pétrolière du district amazonien et (2) leur conversion en conflits socio-environnementaux pour (3) analyser les récentes politiques publiques présentées en réponse à ces problématiques. Finalement, (4) nous discutons du devenir de la société rurale pétrolière, dans un contexte de prise en charge publique de l'exploitation pétrolière et du développement humain.

La construction d'un monde rural entre exploitation pétrolière et colonisation (1964-1994)

L'Amazonie équatorienne (RAE) est un espace habité depuis des siècles par différentes nationalités « indigènes » natives. À partir des années du 18ème siècle, différents acteurs pénètrent le territoire (missionnaires, chercheurs d'or, ...). Mais c'est dans les années 1960-70 que la région connaît un bouleversement décisif avec le lancement d'une politique colonisation massive qui reconfigure largement l'organisation de la société Amazonienne. Dans les provinces de Sucumbios et Orellana, au nord de la région amazonienne, cette colonisation s'organise de concert avec le développement de l'exploitation pétrolière. Les colons construisent alors un nouveau monde rural autour des voies d'accès à la forêt (construites pour la plupart par l'entreprise Texaco) puis ils s'installent de plus en plus loin des routes principales, anticipant la construction de routes secondaires (Wasserstrom, 2013) qui apparaissent à mesure que se développe l'activité pétrolière (Entretiens menés à Dayuma et Pacayacu, Mai-Juin 2014).

Les sites pétroliers les plus anciens sont ceux exploités par Texaco et CEPE : ce sont les premiers foyers de colonisation adossée à l'exploitation pétrolière. Il constituent le « district amazonien », zone pétrolière qui, suite à l'expiration du bail de Texaco et la réforme de l'entreprise estatale CEPE, passe entre les mains des entreprises publiques Petroecuador (1990-2013) puis Rio Napo (depuis 2008, pour le camp Sachas) et Petroamazonas (depuis 2013). On identifie 5 camps principaux dans le district amazonien : Lago Agrio, Shushufindi, Sachas, Auca et Libertador. Le camp Libertador, dans lequel se situe Pacayacu, est le seul à être développé entièrement par CEPE à la fin des années 1970, selon les préceptes de l'école Texaco. Ainsi, la société rurale pétrolière se constitue entre indigènes, entreprises pétrolières et colons agriculteurs (café, cacao, maïs) et éleveurs.

Nous envisageons d'abord la position de chacun de ces acteurs, puis nous abordons les relations qu'ils entretiennent entre eux. Enfin, nous proposons une première caractérisation de la société rurale pétrolière.

1.1 Les acteurs de la société rurale amazonienne (1970-2000) :

Nous décrivons dans un premier temps les dynamiques générales correspondant à chaque acteur puis nous précisons certaines spécificités des sites choisis pour l'étude de terrain.

1.1.1 Les indigènes :

L'Amazonie équatorienne est une région habitée de longue date par différentes nationalités indigènes, officiellement reconnues comme telles dans la constitution de 1998. Nomades ou semi-nomades, ils vivent de chasse, cueillette et quelques cultures (manioc) et sont imprégnés de traditions culturelles fortes en relation avec la nature. Des études récentes démontrent que cette partie de l'Amazonie ne doit pas être considérée comme une forêt vierge. En effet, une sélection des espèces y est opérée depuis des milliers d'années, faisant de cet espace le fruit d'une intervention humaine.

Alors que la forêt est habitée depuis des millénaires par différentes nationalités, les premiers colons sont les Quechas du haut Napo, dont le territoire gagne sur la forêt à partir du 15^{ème} siècle. À partir du 18^{ème} siècle, différents acteurs non-indigènes pénètrent cette région, en commençant par les premiers missionnaires. Quelques exploitant de caoutchouc viennent s'installer à proximité à proximité des rios Napo, Aguarico, San Miguel et Putumayo, qui disparaissent durant les années 1940 suite au conflit avec le Pérou (Eberhart, 1998). En 1937, une incursion de l'entreprise Shell ouvre la voie à une première vague de colons dans le centre sud de l'Amazonie, qui monte en direction du rio Napo, mais fait face à la résistance des Aucas (Trujillo, 1989), nom alors donné aux Huaorani. Après une décennie, l'entreprise abandonne sa concession faute de résultats. À partir des années 1950, la réforme agraire met fin aux huasipungos³ et commence à réattribuer des terres dans la Sierra. Les communautés quechuas d'Amazonie s'établissent alors en aval de certains gros cours d'eau (Napo, Aguarico) et entrent en contact avec des communautés indigènes natives. Parallèlement, deux types de missionnaires pénètrent le territoire : l'institut linguistique d'été (ILV) qui établit une politique d'évangélisation des enfants huaorani (Orellana) et plusieurs partisans de la théologie de la libération et salésiens, qui soutiennent ensuite les autochtones dans la défense de leurs droits face aux entreprises pétrolières.

À partir de 1967, l'entreprise Texaco entre en contact avec les premières communautés indigènes lors de la phase d'exploration. À partir de 1971, le lancement puis l'intensification de la production, associée à la colonisation massive à partir de la construction de la route Lago Agrio-Quito (Wasserstrom, 2013), a pour conséquence de chasser les indigènes d'une partie de leurs terres ancestrales. Les indigènes ont alors trois options : s'enfoncer dans la forêt, être partiellement acculturés ou disparaître. Ainsi, certaines communautés se réinstallent le long des rios Putumayo,

3 Le système des huasipungos est largement développé dans la Sierra jusqu'à la réforme agraire de 1964. Il consiste en une forme d'accord entre grands propriétaires terriens blancs et « employés » indigènes. En échange de la mise à disposition d'un lopin de terre pour les familles indigènes, celles-ci doivent s'occuper des grandes exploitations.

San Miguel, Aguarico et Napo (Cofanes, Siona, Secoya, Huaorani, mais aussi Quechuas). Elles gravitent à distance raisonnable des colons et des installations pétrolières et entrent périodiquement en relation avec eux. Elles voient alors leurs cultures s'affaiblir inexorablement au contact des entreprises pétrolières puis de la société de consommation (entretiens avec un représentant de la communauté Cofan Dureno).

Les indigènes d'Amazonie se mobilisent à partir des années 1980 à travers plusieurs niveaux d'organisations⁴. Ils participent activement aux intenses luttes sociales menées au niveau national durant les années 1990 et obtiennent notamment le statut de nationalités à part entière et la reconnaissance de droits collectifs dans la constitution de 1998, tels que le droit de former des Circonscriptions Territoriales Indigènes qui se voient déléguer des compétences de gouvernance locale.

Parmi les différentes paroisses⁵ visitées, on rencontre différentes configurations. À Pacayacu, la population (9000 habitants) est presque exclusivement colonne. Les indigènes natifs ont tous été chassés de leur territoire et certains, comme les Terere, laissent comme uniques souvenirs une route et une station pétrolière à leur nom. À Dureno, la paroisse est coupée en deux entre le territoire colon (1500 personnes), situé le long de la route principale bordant le rio Aguarico et le territoire de la communauté Cofan (400 personnes), situé de l'autre côté du rio. Les interactions sont faibles. À Dayuma, la population est mixte. Les 84 communautés de la paroisse sont réparties entre colons, indigènes colons (quechuas et shuars) et indigènes natifs (haorani). Alors que les communautés indigènes colonnes, Shuars et Quechuas, sont sédentaires et ont un mode vie qui se rapproche de celui des colons métis, les communautés huaorani pratiquent encore dans certains cas le semi-nomadisme. Après une première phase relativement conflictuelle, les huaorani adoptent depuis quelques années les lois équatoriennes (Entretien dans la communauté Santa Rosa, Dayuma, juin 2014).

4 Les organisations indigènes s'organisent à 5 niveaux. Elles partent des basent, puis des organisations de premier degré représentent des groupes de communautés, rassemblés ensuite au sein d'une organisation nationale (par exemple organisation Cofan, ou centre Shuar). Au niveau régional, la CONFENIAE représente les organisations amazoniennes au sein de la CONAIE, qui représente les différentes nationalités indigènes au niveau national. Enfin, le COICA regroupe les différentes organisations nationales d'Amazonie.

5 La paroisse est le troisième niveau de décentralisation. Elles sont dirigées par la junte paroissiale, élue pour 5 ans. Les deux autres niveaux de décentralisation sont la municipalité et la province. Les trois types de gouvernements décentralisés sont administrés par des Gouvernements Autonomes Décentralisés (GAD), qui se voient déléguer certaines compétences sectorielles.

1.1.2 Les entreprises pétrolières :

Les entreprises pétrolières se divisent en deux groupes : les entreprises publiques et Texaco d'un côté, les entreprises privées de l'autre.

Après avoir obtenu une concession d'1,5 millions d'hectares, l'entreprise Texaco explore une partie de la province Napo (aujourd'hui Sucumbios et Orellana) à partir de 1967 et y découvre d'importants gisements. L'entreprise ouvre des routes et s'établit dans le nord de la RAE avec le soutien de l'armée, formant ce que Little (1991) nomme le « complexe petro-militaire ». En outre, l'entrée de l'entreprise est facilitée par la mobilité des nationalités du nord et par l'affaiblissement récent des huaorani (Orellana) suite à l'installation de l'ILV⁶. En 1967, le premier puits est perforé à Lago Agrio et en 1972, l'Équateur devient exportateur net de pétrole suite à l'achèvement de l'oléoduc transéquatorien (SOTE). Suite à la nationalisation du secteur pétrolier, Texaco s'associe alors à l'entreprise publique CEPE, créée pour l'occasion. L'entreprise Texaco utilise des pratiques d'exploitation obsolètes qui consistent à rejeter tout les résidus d'exploitation directement dans l'environnement, et les inculque à CEPE. Durant 20 ans, les différents champs exploités par les deux entreprises concentrent une contamination intense, dénoncée à l'occasion du procès Texaco⁷. En 1990, Texaco voit sa concession expirer et quitte le pays, alors que CEPE se transforme en Petroecuador. Le consortium Texaco-CEPE laisse derrière lui de nombreux passifs socio-environnementaux issus de l'usage de pratiques industrielles obsolètes et des infrastructures vétustes, dont la charge revient à la nouvelle entreprise publique Petroecuador.

Parallèlement, à partir des années 1980, le secteur connaît une ouverture croissante aux capitaux privés. De nombreuses entreprises privées entrent alors en scène : entre 1982 et 1997, 8 rondes de licitation se succèdent, qui attribuent à plus d'une dizaine d'entreprises privées des concessions de plus en plus reculées dans la forêt. Dans le centre-sud de la RAE, ces entreprises font face à une résistance inédite de la part de certaines communautés indigènes⁸. Elles introduisent alors des pratiques sociales spécifiques dans l'objectif de gérer les conflits, mentionnées dans les discours par l'expression « politique de relations communautaires » (entretiens à Coca, associations de défense des droits de l'homme). Notamment, elles participent activement à la vie des communautés en

6 À partir des années 1950, l'ILV organise l'évangélisation de nombreux enfants huaorani à travers des « cours d'été ». Ces contacts proches avec les indigènes sont à l'origine d'un affaiblissement des communautés huaorani, qui avaient pourtant résisté à l'entrée de la Shell et d'une première vague de colons dans les années 1940 (Trujillo, 1989).

7 Le procès Texaco se déroule à partir de 1993 à la suite du dépôt d'une plainte contre l'entreprise par 30000 riverains du district amazonien, pour préjudices sanitaires et environnementaux. Après 10 ans de procédures, le procès a finalement lieu à Lago Agrio en 2003, après avoir engendré plusieurs études épidémiologiques (San Sebastian et al., 2001) et un premier relevé des passifs socio-environnementaux. Entre 2012 et 2014, les verdicts de première, seconde et troisième instance donnent raison aux plaignants, condamnant l'entreprise Chevron (qui a racheté Texaco en 2001) à payer une amende de 9,5 milliards de dollars dont un tiers directement aux plaignants. L'entreprise refusant de payer, une étude est actuellement en cours pour la saisie d'actifs de l'entreprise dans des pays amis de l'Équateur.

8 À ce sujet, voir notamment Lopez (2004) et Fontaine (2003)

planifiant le financement d'infrastructures et de services de base, se substitue par là même à l'État. Parfois, elles garantissent un certain niveau de sécurité industrielle et environnementale à travers le recours à des chartes d'engagement ou des certifications (comme notamment Repsol, OXY, AGIP, Petroamazonas).

À partir de 1999, différentes normes définissent un cadre socio-environnemental de l'exploitation pétrolière. D'un côté, la loi de gestion environnementale (LGA, 1999) codifie la création d'instruments de gestion environnementale. De l'autre, le RAHOE (2001) introduit l'obligation de procéder à une étude d'impact environnemental préalable à toute activité pétrolière, de contrôler les rejets durant les opérations, et prescrit la planification des relations communautaires, ainsi que la réparation et la compensation des impacts de l'exploitation pétrolière. Or, l'encadrement des pratiques sociales des entreprises, loin de simplifier les relations communautaires, les intensifie en multipliant les opportunités de réclamer pour les communautés, et bientôt les conflits. Cette situation conduit à l'émergence d'une culture du conflit parmi certaines communautés rurales amazoniennes.

« Tout ce qu'on obtient, que ce soit des entreprises ou du gouvernement, on l'obtient grâce à la lutte. Rien n'est gratuit. » (Entretien avec un citoyen de Dayuma).

Enfin, à partir de 2007, le président Correa renationalise l'exploitation pétrolière, achève la renégociation de tous les contrats pétroliers passés avec des entreprises privées sous forme de prestation de services, réforme l'entreprise publique Pétroecuador et crée l'entreprise publique Petroamazonas. Cette dernière récupère d'abord les blocs d'entreprises privées qui quittent le pays (OXY, Petrobras, Perenco), puis elle récupère en 2013 l'intégralité du district amazonien, reléguant Pétroecuador à la seule gestion des transports, du raffinage et de la commercialisation. Petroamazonas est désormais en charge de 70 % de la production pétrolière équatorienne.

Aujourd'hui, 97 % du pétrole équatorien est produit en Amazonie, dont 90 % dans les deux provinces du nord, Sucumbios et Orellana. La rente pétrolière représente à l'heure actuelle plus de 40% des exportations.

Pacayacu et Dayuma représente environ 18000 barrils par jour chacun. Alors que les stations situées à Pacayacu sont exploitées uniquement par Petroamazonas, différentes entreprises sont présentes à Dayuma : Petroamazonas, Petrooriental et Petrosur-Petroriva. D'après les communautés rurales rencontrées, différentes entreprises privées se sont succédées dans ces blocs (Encana, Perenco, ...), mais « seul le nom change, les ouvriers restent les mêmes ». Dans une communauté de Dayuma (entretien Santa Rosa et Dayuma), l'entreprise Petrooriental a racheté 80 % des terres pour éviter d'avoir à verser régulièrement des compensations.

1.1.3 Les colons

En 1954, le premier recensement agricole établit que les exploitations de plus de 100 hectares représentent 2,1 % du total des exploitations mais 64 % de la surface cultivée, alors que les exploitations de moins de 5 hectares représentaient 73 % des exploitations mais seulement 7 % des terres cultivées (Eberhart, 1998). Dans ce contexte de pression foncière, le mécontentement populaire monte et une première loi de réforme agraire et de colonisation est adoptée en 1964. À travers la création de l'Institut Equatorien de Réforme Agraire et de Colonisation (IERAC), elle organise d'abord la fin du système de huasipungos, puis procède à la réattribution de terres dans la région des Andes, puis organise la colonisation de la région de Santo Domingo, rapidement saturée (Eberhart, 1998). Alors que la démographie nationale explose (la population double entre 1963 et 1990), il s'agit d'ouvrir des terres « vierges » à la colonisation, principalement sur la côte et en Amazonie. La loi de 1964 pose le principe que des fermes de 50 hectares (fincas) sont disponibles pour chaque famille souhaitant s'y installer, ainsi qu'un accès facilité au crédit. Les titres de propriété sont attribués aux colons à condition de les convertir en terres agricoles, c'est-à-dire à condition d'en déforester la moitié.

Dans le nord de l'Amazonie, la colonisation commence au début des années 1970 et s'achève officiellement en 1994 (Wasserstrom, 2013). Elle suit l'avancée de Texaco-CEPE par vagues successives, tantôt dues à la construction d'une nouvelle route, tantôt due à l'ouverture de nouveaux espaces à la colonisation à l'approche d'échéances électorales. En particulier, le début des années 1970 est marqué par de fortes sécheresses dans la province de Loja. on assiste alors à un afflux important de population en provenance de cette zone vers le nord de l'Amazonie. Lors des vagues suivantes, des colons affluent de provinces côtières (Manabí, Esmeraldas), andines (Bolivar, Pichincha, ...), mais aussi du sud de l'Amazonie (Shuars notamment). En général, les colons suivent un membre de la famille ou de la communauté d'origine parti en éclaireur. Beaucoup de communautés sont ainsi composées de membres originaires de la même province, alors que d'autres sont panachées au fil des différentes vagues de colonisation.

La colonisation s'organise en "lignes" à partir des routes principales. La première ligne est composée de fermes de 250m de large, qui forment l'accès à la route, et de 2km de long, soit 50 ha. Les deuxièmes et troisièmes lignes s'organisent de la même manière en s'enfonçant à l'intérieur des terres. L'organisation le long des voies secondaires commence après la troisième ligne par rapport à la route principale, et s'organise de manière identique en 1^{ère} ligne, 2^{ème}, etc: elles sont alors perpendiculaires aux voies secondaires et parallèles à la voie principale. Les premiers arrivés bénéficient de l'accès direct à une route (1^{ère} ligne), qui permet le développement d'une activité économique rentable. La plupart des colons éloignés de la route se lancent de préférence dans l'élevage, alors que les fermes situées le long de la route développent certaines cultures dont le café,

le cacao et le maïs. Le territoire rural se construit en forme d'étoile autour des routes primaires et secondaires, avec des espaces de forêt secondaire intercalés.

L'accès au statut de propriétaire marque pour beaucoup de colons un changement de statut social, une nouvelle indépendance pleine d'espoir. L'activité principale des colons en milieu rural jusqu'aux années 1990 est la culture du café, du cacao, l'élevage et l'exploitation du bois. Cette époque est aujourd'hui décrite comme une sorte d'âge d'or, où l'autosuffisance était la norme (Entretiens avec des communautés rurales de Pacayacu, Mai-Juin 2014). Les communautés colonnes se développent autour des écoles et des chapelles, et la solidarité et le travail en commun sont alors la norme.

À partir des années 1990, différents lanceurs d'alerte permettent une prise de conscience des conséquences de la contamination issue des activités pétrolières, notamment à l'occasion du procès Texaco. À partir des années 2000, la coïncidence entre la « chute du café » et l'adoption de réglementations socio-environnementales de l'exploitation pétrolière conduit les colons à se rapprocher toujours plus des entreprises pétrolières en quête de travail ou pour tenter d'obtenir une compensation. Parallèlement, la constitution d'une assemblée bi-provinciale entre Sucumbíos et Orellana permet la coordination de plusieurs mouvements sociaux en direction de l'État pour réclamer un meilleur accès au développement.

1.2 Les nombreuses problématiques du ménage à trois

Jusque dans les années 2000, en dehors des fonctionnaires du IERAC et de l'Armée, l'État est résolument absent de la RAE. Notamment, il n'y a aucune régulation politique, sociale ou environnementale de l'établissement des colons ni du développement de l'activité pétrolière. Ainsi, pendant que le IERAC organise le "cadastre", l'entreprise pétrolière est en charge de la gouvernance locale (Juteau-Martineau et al., 2014). Cette dernière fait référence à un système d'acteurs incluant les ouvriers pétroliers, les indigènes natifs et les colons (métis, indigènes originaires de la Sierra (Quechuas) ou du Sud de l'Amazonie (Shuars)). La société rurale du nord de la RAE se constitue alors à travers trois mises en relation relativement indépendantes : les entreprises pétrolières entrent en relation d'un côté avec les indigènes natifs et de l'autre avec les colons, alors que colons et indigènes entrent également en contact.

1.2.1 Les relations entre pétroliers et indigènes

Les relations entre pétroliers et indigènes sont en premier lieu de l'ordre de l'expropriation armée, dans ce que Little (1992) appelle le « complexe pétro-militaire ». Dans un premier temps, l'entreprise se livre à une exploration sismique du sous-sol et perfore le cas échéant un puits de perforation. S'il s'avère positif, l'entreprise installe une plateforme voire une station pétrolière et un système de tubes. Elle s'approprie alors un territoire allant de deux à plusieurs dizaines d'hectares. Durant l'ère Texaco, les communautés indigènes qui occupent ces territoires de manière nomade ou

semi-nomade en sont chassées. Certaines communautés natives s'enfoncent dans la forêt (taromenanes, Tageri) ou s'éteignent (Terere), quand d'autres se contentent de rester à distance respectable des champs pétroliers et sont partiellement acculturés (Cofanes, Huaoranis, Siona, Secoya). Au fur et à mesure des découvertes de nouveaux gisements, les entreprises s'enfoncent de plus en plus profond dans la forêt, jusque dans les aires protégées de Cuyabeno et Yasuni. À partir de 1989, la campagne « Amazonia por la vida » milite (sans succès) pour l'arrêt de l'exploitation dans les aires protégées, et met alors en lumière les indigènes du nord de la RAE comme les propriétaires légitimes de ces espaces. Parallèlement, certaines entreprises venues s'installer dans le centre/sud de l'Amazonie sont repoussées par des communautés bien préparées à les recevoir.

1.2.2 Les relations entre colons et indigènes

Les colons qui arrivent en premier dans une zone ou qui s'établissent loin des routes principales se retrouvent en contact avec diverses communautés natives. Certains témoignages font état de conflits territoriaux, notamment avec les huaorani (Santa Rosa, Dayuma).

Peu à peu acculturés, les indigènes vivant à proximité des colons se conforment relativement aux lois équatoriennes, et se voient pour certains attribuer des titres de propriété communs via l'accès au statut de « comuna », qui leur permet d'obtenir un territoire commun via les organisations indigènes et le IERAC. Ils ne disputent aujourd'hui plus vraiment leur territoire perdu, mais continuent de militer pour une meilleure prise en compte des enjeux culturels et socio-environnementaux dans les politiques publiques. Colons et indigènes vivent ainsi chacun de leur côté, et entretiennent, à quelques exceptions près, des relations pacifiques.

D'une manière générale, Trujillo (1989) fait état de violences subies par les indigènes lors de l'installation des colons, déterminés à s'accaparer leurs fermes.

1.2.3 Les relations entre pétroliers et colons

« *En Oriente, il n'y a pas de route sans pétrole* » (Entretiens dans le district amazonien, mai-juin 2014).

Cette réalité observée sur le terrain laisse deviner la proximité entre colons et entreprises pétrolières. En particulier, le « district amazonien » est une mosaïque de stations pétrolières dont certaines sont situées dans les villes et les centres peuplés, et dont la majorité sont situées en milieu rural, entourées de communautés. Or, l'expansion nécessaire de l'activité de ces dernières conduit à la présence de nombreuses infrastructures sur des terrains privés. Durant 30 ans, plusieurs centaines de fermiers se retrouvent avec un puits, des piscines, des fosses dans leur ferme. Cette situation entraîne de nombreuses négociations directes entre les colons concernés et texaco-cepe-puis petroecuador, qui se multiplient avec l'adoption de normes socio-environnementales à partir de 1999.

De plus, la multiplication des accidents industriels à partir des années 1980 (presque 800 fuites enregistrées entre 1974 et 2000), à cause de la vétusté des infrastructures, conduit à une inflation des réclamations. Si dans un premier temps l'entreprise peut se contenter d'ignorer les plaintes des communautés, la répétition des événements et la multiplication des passifs l'oblige peu à peu à concéder certaines faveurs (motos, trajets en avion, terrains de sport, petits emplois pour la remédiation...), sans pour autant modifier ses pratiques industrielles. Les entreprises pétrolières, autant publiques que privées, sont et demeurent jusqu'en 2008 quasiment les seules pourvoyeuses d'infrastructures de développement en milieu rural (en dehors de quelques ONG et organisations indigènes). De plus, elles deviennent à partir de 2000 les seules pourvoyeuses d'emploi, ce qui leur confère une position stratégique. Les relations sociales avec les différentes communautés représentent alors l'occasion de transformer certains conflits entre entreprise et colons en conflits intra ou intercommunautaires. En effet, l'attribution de faveurs à certains plutôt qu'à d'autres suscite des jalousies, affaiblit les communautés et diminue la probabilité d'une alliance entre communautés. Texaco CEPE parvient ainsi à maintenir la paix sociale jusqu'aux années 1990. En 1991, le scandale socio-environnemental en cours dans le district amazonien est révélé par (Kimmerling, 1991). Grâce au soutien d'un avocat new-yorkais, une plainte est déposée par 30000 riverains contre Texaco en 1993. Le début du procès Texaco correspond à l'entrée dans une phase où les relations entre entreprises pétrolières et communautés riveraines deviennent de plus en plus conflictuelles.

2. Dans un monde rural organisé autour des conflits socio-environnementaux, les relations communautaires deviennent centrales

Le terme de conflit socio-environnemental, emprunté à Fontaine (2003), fait référence au fait que le conflit environnemental se déroule dans un territoire habité, par opposition aux conflits écologiques, qui impliquent des acteurs extérieurs dans la défense d'un espace. En RAE, les différentes études de Fontaine permettent d'identifier quatre principaux types d'opposition aux entreprises pétrolières, dont les deux derniers concernent particulièrement le district amazonien :

- (1) l'activisme écologique apparaît en Équateur avec la création de l'ONG Accion Ecologica. Il consiste principalement à dénoncer l'exploitation pétrolière dans les aires protégées lors d'actions médiatisées et à soutenir un réseau local d'acteurs engagés dans la résistance aux entreprises pétrolières, notamment dans le domaine de la défense des droits de l'homme.
- (2) la résistance organisée à l'entrée des entreprises pétrolières concerne surtout certaines communautés du centre-sud de la RAE qui s'opposent parfois victorieusement au développement d'activités pétrolières sur leur territoire. Ces conflits, s'ils restent isolés, prouvent aux communautés amazoniennes qu'il est possible d'imposer sa volonté aux entreprises et aux autorités.

- (3) le recours au juridique se développe dans l'ombre du procès Texaco. Il est rendu possible par trois évènements : la création de plusieurs organisations locales de défense des droits de l'homme à partir de la fin des années 1980, la parution d'études sur la contamination issue des activités pétrolières en RAE à partir de 1991 (Kimmerling, puis lors du procès texaco), et l'adoption de normes d'exploitation intégrant les impacts socio-environnementaux à partir de 1999. Il prend deux formes : l'établissement de relations contractuelles entre entreprises et communautés lors de la négociation de compensations « socio-environnementales », et le dépôt de plaintes contre les entreprises par les riverains qui cherchent à obtenir la réparation et/ou la compensation de tel ou tel impact. La première forme de recours au juridique est instrumentalisée par les entreprises pour réduire les coûts d'intégration des enjeux socio-environnementaux à leurs activités, et par les communautés pour obtenir des projets de développement, biens et des services. La seconde forme est instrumentalisée par les communautés pour renforcer leur position dans les négociations, notamment en cas de non respect des accords contractuels de la part des entreprises, et arrive rarement à terme.

- (4) Enfin, le quatrième type de conflits est la mobilisation sociale pour exiger que l'État assure un meilleur accès au développement. Ces mobilisations consistent la plupart du temps à bloquer une partie des installations pétrolières dans l'objectif d'attirer l'attention de l'État. Elles sont pratiquées à partir des années 2000 par les communautés rurales amazoniennes, notamment à l'appel de l'assemblée bi-provinciale formée entre Sucumbios et Orellana. Cette dernière forme d'opposition prend une ampleur sans précédent à partir de 2001, quand le gouvernement annonce la construction d'un second oléoduc destiné à transporter les bruts lourds d'Amazonie. Or, suite aux soulèvements nationaux des années 1990 qui débouchent sur la destitution de plusieurs chefs d'État (en réaction à la grave crise économique que traverse alors le pays, l'usage de l'armée pour réprimer les mouvements sociaux s'avère délicat. Qu'il s'agisse d'y faire face ou de les éviter, les entreprises voient alors la gestion des relations communautaires devenir l'enjeu central pour le bon déroulement de leurs activités. Lors de la campagne de 2003, les communautés amazoniennes obtiennent l'engagement du futur président Gutierrez de doter l'Amazonie de routes asphaltées et d'y améliorer la situation de l'emploi. Cet engagement est rapidement trahi. En 2005, la tension augmente et une mobilisation majeure est organisée par l'assemblée provinciale. Gutierrez est destitué, le vice président Palacio prend sa place et déclare l'état d'urgence. Il parvient à calmer les militants avec le recours de l'armée et budgétise les projets promis par Gutierrez. Enfin, en 2008, une importante mobilisation est organisée à Dayuma avec l'aide de l'assemblée bi provinciale pour exiger l'asphaltage de la route Coca-Dayuma, qui faisait partie des projets promis par Gutierrez en 2003. Les citoyens de Dayuma décident de bloquer la route principale jusqu'à ce qu'elle soit asphaltée.

Le gouvernement Correa, élu entre temps, commande une répression violente de la mobilisation, qui conduit à plusieurs dizaines d'arrestation, dont la préfète historique d'Orellana, Guadalupe Llori, qui passe 11 mois en prison. Ce conflit est dernier cas d'opposition ouverte à l'exploitation pétrolière, pour deux raisons. Premièrement, la stratégie du choc psychologique permet de calmer les conflits le temps de formuler des réponses à ces conflits. Ensuite, la mise en œuvre de réponses par les actes aux revendications des communautés amazoniennes permet d'en finir durablement avec les conflits ouverts.

Nous analysons la montée des conflits socio-environnementaux et les réactions de l'État durant les années 2000, puis nous décrivons le développement de politiques de relations communautaires par les entreprises pétrolières.

2.1 La montée des conflits sociaux dans le district amazonien

À partir des années 1990, différentes organisations de défense des droits de l'homme se créent pour soutenir les communautés. Elles prodiguent aux riverains des informations sur les effets de la contamination pétrolière et sur leurs droits. Elles bénéficient pour certaines du soutien de missionnaires de la théologie de la libération, dont le vicariat d'Aguarico qui forme plusieurs leaders sociaux et finance la création d'une radio locale d'information qui diffuse notamment les événements en liens avec le pétrole (Bissardon et al., 2013). On assiste alors à une intensification des relations communautaires conflictuelles, les communautés réclamant notamment la réparation des passifs environnementaux, opération beaucoup trop onéreuse pour les entreprises. La situation explose durant les années 2000, à la suite de plusieurs événements. En premier lieu, l'adoption de normes d'exploitation procure une base légale aux revendications des riverains, sous les termes de remédiation/réparation des passifs socio-environnementaux, et d'indemnisation/compensation des préjudices engendrés. Ensuite, l'adoption du dollar et la « chute du café » entraînent un effondrement de l'économie agricole locale en RAE, qui pousse les paysans à se tourner toujours plus vers les entreprises pour compléter leurs revenus. Enfin, l'annonce de la construction d'un nouvel oléoduc met le feu aux poudres et déclenche un fort mouvement de protestation et de revendications.

2.1.1 Les effets pervers de la première génération de réglementations de l'exploitation pétrolière

En 1995 puis à partir de 1999, plusieurs textes de réglementation de l'exploitation pétrolière sont adoptés. Une partie des textes se penche sur l'encadrement des pratiques d'exploitation, la protection de l'environnement et des riverains. Ensuite, un décret pose l'obligation de procéder à une consultation des populations indigènes (2003), en accord avec la constitution de 1998. Cependant, jusqu'en 2013, aucune consultation n'est menée à bien. Les normes industrielles et socio-environnementales, elles, sont progressivement institutionnalisées. Elles imposent tout d'abord la planification de la gestion socio-environnementale de l'exploitation, à travers la production d'études d'impact environnemental et de plans de gestion environnementale. De plus, elles rendent obligatoires la réparation des passifs environnementaux et l'indemnisation/ compensation de leurs impacts. Les riverains de l'exploitation et les acteurs sociaux qui les soutiennent s'approprient largement ces trois concepts qui deviennent la principale base des revendications individuelles ou à l'échelle de la communauté. Ce système présente deux effets pervers. (1) Il constitue une incitation pour les riverains à s'installer ou à rester à proximité des passifs socio-environnementaux pour obtenir une compensation, comme c'est notamment le cas à Pacayacu et Dayuma (Entretiens avec Petroamazonas et Ministère de l'environnement, mai-juin 2014)). (2) Il multiplie les relations directes asymétriques entre entreprises et communautés : les communautés choisissent souvent entre une compensation et la réparation des passifs socio-environnementaux en signant des conventions qui contiennent une clause de renoncement à toute poursuite ultérieure (conventions de compensations de plusieurs communautés, procurées par le PRAS).

2.1.2 L'adoption du dollar et la chute du café : effondrement de l'économie du monde paysan et dépendance croissante aux entreprises pétrolières

En 2000, l'adoption du dollar comme monnaie nationale à la place du Sucre a deux effets. D'une part, opérée suite à une forte dévaluation du Sucre, elle cause la division par 5 de la valeur des épargnes des équatoriens. D'autre part, alors que les journaliers, profitant d'un taux de change avantageux, allaient jusque là régulièrement travailler en Colombie voisine pour améliorer leur quotidien, l'adoption d'une monnaie forte rend cette option sans intérêt (Entretiens menés à Pacayacu).

La hausse conséquente du coût de la main d'oeuvre ne permet plus aux fermiers d'embaucher : ils récoltent seulement ce qu'ils peuvent récolter eux-mêmes, et les journaliers se retrouvent sans ressources. Or, cette période voit également les maladies se développer dans les cultures et le cours du café chuter. La principale activité agro-pastorale devient alors l'élevage bovin. Depuis les débuts de la colonisation, l'élevage mobilise des surfaces importantes⁹, et continue de se développer, alors

9 Les éleveurs possèdent des fermes de 20 à 70 hectares (parmi les personnes rencontrées) et des cheptels de 15 à 50 têtes. Pour la viande ou pour le lait (un éleveur rencontré à Pacayacu).

que le café et le cacao connaissent un coup d'arrêt à partir de 2000. L'élevage entraîne une déforestation importante, et façonne désormais largement les bords de route du district amazonien. Les producteurs et journaliers se tournent alors de plus en plus vers les entreprises pétrolières dans l'espoir d'obtenir un emploi et/ou une indemnisation. Or, si l'obtention d'une indemnisation conséquente permet de tenter sa chance ailleurs, les emplois accessibles dans l'exploitation pétrolière sont rares, mal rémunérés, temporaires et leur attribution peut devenir une source de conflit au sein des communautés. Le thème de l'accès à l'emploi est actuellement le plus mobilisateur et le plus sensible dans le district amazonien.

2.1.3 La RAE vers un accès au développement ?

Les observateurs constatent au début des années 2000 une forte inégalité d'accès aux services de base entre la montagne et la côte, où l'État investit, et l'Amazonie, d'où il est absent (Bustamante, 2007). Or, cette absence d'investissements est plus due à l'absence de l'État qu'à la présence des entreprises pétrolières, qui sont d'ailleurs les seules à investir dans les communautés rurales.

L'ouverture et la codification de la question du droit au développement dans les zones pétrolières de RAE conduit à une reconfiguration des revendications des communautés, qui demandent un accès au développement non plus nécessairement comme compensation d'un préjudice, mais comme accomplissement du devoir de l'État.

Il y a alors deux manières d'envisager les opportunités de développement. La première, individuelle ou à l'échelle d'une communauté, consiste à réclamer des projets de développement à l'entreprise en compensation des impacts de l'exploitation pétrolière. Elle donne lieu à des affrontements lors de négociations directes avec l'entreprise, qui se poursuivent parfois dans l'arène juridique. La seconde, collective, consiste à contraindre l'État à assumer sa fonction de pourvoyeur de développement en faisant pression sur sa ressource principale : le pétrole.

Selon les communautés, on choisit la première solution, la seconde ou les deux.

Le choix entre les deux stratégies présentées plus haut dépend de deux critères :

- la vision propre du droit au développement :

- « l'orient est une partie de l'État équatorien, donc c'est à ce dernier de subvenir aux besoins des citoyens en termes de services de base. L'entreprise doit simplement réparer les impacts négatifs de ses activités. »

- « l'orient est une zone dans laquelle l'État équatorien a délégué ses pouvoirs aux entreprises pétrolières. L'accès à un projet de développement ne peut donc passer que par un contrat avec elles dans le cadre d'une compensation »

- La probabilité d'obtenir ce que l'on souhaite :

- l'État n'a jamais rien fait en orient

- les entreprises font parfois des projets de développement avec les communautés
- les propriétaires des fermes sur lesquelles s'opère le projet sont presque toujours indemnisés en dollars
- les entreprises n'emploient pas ceux qui se mobilisent

La première solution laisse espérer plus mais est d'autant plus improbable. La seconde solution est très limitée du point de vue de l'amélioration des conditions de vie en général mais peut permettre une amélioration individuelle avec une probabilité non négligeable, via une indemnisation ou l'obtention d'un emploi.

Alors que le système contractuel de compensation est en train de se mettre en place, que l'économie rurale s'effondre, et que les communautés arrivent à bout, le gouvernement annonce en 2001 un nouveau projet d'oléoduc, destiné à transporter les bruts lourds qui constituent une grande partie des réserves du pays. Une grande mobilisation est organisée par l'assemblée bi-provinciale mais le projet est achevé en 2003.

2.2 L'explosion et la répression des conflits

Les communautés amazoniennes, de plus en plus informées sur les dangers de la contamination et sur leur droit au développement grâce aux associations locales de défense des droits de l'homme, s'organisent notamment suite à la création d'une assemblée bi-provinciale entre Sucumbios et Orellana. Les deux provinces, à l'origine intégrées à la province de Napo, deviennent tout à tour des provinces indépendantes (Sucumbios en 1989, Orellana en 1998). Les deux préfets, élus par les colons et indigènes amazoniens, créent en 1998 plusieurs commissions qui ont pour vocation de mettre en cohérence les revendications, et organisent des mobilisations à grande échelle qui prennent notamment la forme de blocages. L'arrivée au pouvoir de Gutierrez en 2003 en allié du parti indigène Pachakutik marque un tournant décisif dans la dynamique conflictuelle. Celui-ci promet des routes et un meilleur accès aux services de base en RAE, mais ne tient pas promesse. En 2005, la situation devient intenable suite à une mobilisation massive des colons et indigènes d'Amazonie. Le président est destitué et remplacé par le vice président Palacio qui déclare l'état d'urgence et réprime les manifestants. La révolte est calmée mais la frustration des communautés amazoniennes n'est pas résolue.

Un nouveau conflit éclate à Dayuma (Orellana) en 2007 avec pour principale revendication l'asphaltage de la route reliant Dayuma à El Coca : « tant qu'ils n'asphaltent pas la route, personne ne peut plus l'emprunter ». La production du camp Auca est alors interrompue. Le nouveau gouvernement dirigé par rafael Correa lance une violente répression du mouvement qui conduit notamment à l'emprisonnement de la préfète d'orellana, accusée d'être à la tête du mouvement.

La politique de criminalisation de la protestation clairement affichée par Correa a vocation à calmer une fois pour toutes la tentation de toucher au pétrole pour valoriser des revendications. Il s'agit de séparer la problématique du développement de l'Orient de celle de l'exploitation pétrolière, rompant ainsi avec 30 ans d'histoire :

« Ici, rien n'est gratuit. Tout ce qu'on obtient, c'est grâce à la lutte sociale contre l'entreprise. Aujourd'hui si on bloque une route, on va en prison, alors on ne bloque plus. » (Entretien avec différentes communautés de Dayuma et Pacayacu). Mais Correa propose également de nombreux changements, à travers une seconde génération de réglementations de l'exploitation pétrolière et une politique de planification du développement national qui inclue une discrimination positive des zones pétrolières.

3. CORREA au pouvoir : la souveraineté nationale, la seconde génération de normes socio-environnementales et la planification du développement national.

En 2007, l'arrivée au pouvoir de Correa comme leader du mouvement *Allianza pais* marque un tournant dans la politique équatorienne. En effet, en remettant l'État au centre de la gouvernance énergétique, environnementale et sociale, il pose les bases pour la mise en œuvre d'une politique de développement forte (Juteau-Martineau et al., 2014).

La stratégie du gouvernement Correa se déroule en trois moments. En premier lieu, il affirme la souveraineté de l'État face aux puissances néolibérales. Ensuite, il fait adopter différentes normes (dont une nouvelle constitution) qui attribuent un mandat considérable à l'État et lui permet d'augmenter considérablement sa part de la rente pétrolière. Enfin, il sécurise l'exploitation pétrolière tout en organisant la planification du développement national à travers le « *plan nacional para el buen vivir* » et ses déclinaisons territoriales pour chaque niveau de décentralisation, les Plans de Développement et Organisation Territoriale (PDOT). Il inclut en outre l'allocation prioritaire de 12 % des bénéfices et excédents de production pétroliers à des projets de développement dans les zones de production des ressources stratégiques.

3.1 Le renforcement de l'État entre prises de position, normes et stratégie

Correa prend tout d'abord plusieurs positions qui affirment la souveraineté de l'État équatorien face aux puissances néolibérales. Notamment, il rompt les relations avec la banque mondiale en 2007, annonce la réintégration de l'OPEP et le lancement d'un audit général de la dette publique. Ensuite, différentes normes qui renforcent le rôle de l'État sont adoptées. Tout d'abord, la réforme constitutionnelle de 2008 lui confère un mandat considérable en termes de gestion des ressources et de planification du développement. Ensuite, la nationalisation et la réforme de tous les contrats pétroliers (loi réformée d'hydrocarbures, 2010) permet à l'État de récupérer la majorité de la rente

pétrolière, en passant d'une logique contractuelle de participation à la généralisation de la prestation de services. Enfin, Correa parvient à sécuriser l'exploitation pétrolière en mettant fin aux conflits ouverts, en trois moments. D'abord, il réprime par la force la mobilisation de Dayuma et provoque un choc psychologique. Ensuite, il organise le renforcement institutionnel de l'État en Oriente, à travers la création de plusieurs directions provinciales de ministères. Enfin, il répond à certaines des revendications des riverains de l'exploitation pétrolière. Il procède premièrement à d'importants investissements dans les infrastructures de transport (en particulier routes/ponts), dont l'asphaltage de la route Dayuma-Coca. Ensuite, la loi réformée d'hydrocarbures (2010) consacre 12 % des bénéfices et excédents de production pétroliers au développement des zones de production via la création de l'entreprise publique Ecuador Estrategico (EEEP). Enfin, le décret 1669 garantit l'embauche prioritaire de la main d'oeuvre locale par les institutions publiques, dont Petroamazonas. (note : bien que marginalement appliquée, cette mesure constitue une réponse à un des enjeux centraux des conflits du district amazonien). Le gouvernement parvient ainsi à contenir les velléités de blocage de route parmi les communautés riveraines de l'exploitation. D'une certaine manière, il répond à la majorité des revendications des riverains : priorité de l'emploi local, routes, services de base, remédiation... La planification de développement laisse cependant de côté la problématique de l'économie rurale.

3.2 La planification du développement

Disposant du mandat et des ressources nécessaires au lancement de la « revolución ciudadana » (nom du programme politique de Correa), Correa applique une politique de planification sectorielle du développement largement guidée par les objectifs de développement du millénaire. Cette politique s'appuie sur deux instruments principaux : les plans de développement national et territoriaux et la nouvelle entreprise publique Ecuador Estrategico en charge de la redistribution de 12 % des bénéfices et excédents de production pétrolière dans les zones de production. L'outil privilégié de cette politique de développement est la communauté du millénaire, projet de développement plurisectoriel qui tend à donner accès à un maximum de services de base.

3.2.1 Plan Buen Vivir/PDOT : des instruments « participatifs »

Le projet de développement national est incarné par le « plan nacional para el buen vivir », qui se décline à toutes les échelles territoriales (province, canton, paroisse), sous la forme de Plans de Développement et d'Ordonnancement Territorial, documents de référence pour l'organisation des territoires des GAD. Le plan para el buen vivir se pose notamment comme objectifs l'accès pour tous à des services de base de qualité, le changement de la matrice productive et le développement durable du pays. Les PDOT consistent globalement en une liste de projets de développement à accomplir sur une période donnée à l'échelle du territoire concerné, triés par secteurs. Ces projets, en majorité des projets de construction d'infrastructures, peuvent être financés de deux manières :

par le budget du GAD ou en présentant une demande de financement à la nouvelle entreprise publique Ecuador Estrategico (EEEEP).

Parallèlement, le gouvernement central mène une réforme des secteurs de la santé et de l'éducation dans l'objectif d'une meilleure couverture du territoire et d'une meilleure qualité de l'enseignement. En particulier, la réforme de l'éducation est une préoccupation importante pour les communautés rurales. En effet, elle prévoit le regroupement systématique des écoles rurales afin d'éviter les classes multiniveaux, mais les écoles deviennent par là même moins accessibles pour les ruraux. En outre, la fermeture des écoles communautaires contribue à l'affaiblissement des communautés rurales. En effet, « les communautés se sont construites autour des écoles et des chapelles. Et aujourd'hui la religion c'est plus ce que c'était, alors si on nous enlève l'école... » (Entretien mené à Pacayacu).

3.2.2 EEEP : une redistribution de la rente concentrée dans les aires urbaines et les centres peuplés

Depuis sa création en 2012, EEEP est en charge de la redistribution d'une partie de la rente pétrolière dans les zones d'exploitation pétrolière. Ainsi, du jour au lendemain, EEEP se retrouve à la tête d'un budget de 250 millions de dollars à investir en projets de développement. Elle ne peut financer que des projets contenus dans les PDOT, à la seule exception des « engagements présidentiels ». Les seuls autres projets de développement qui échappent au PDOT sont les projets de compensation financés par les entreprises pétrolières. Avec pour objectif affiché de favoriser l'accès des paroisses rurales à des projets de développement, cette structure offre la possibilité aux GAD de se faire financer pratiquement n'importe quel projet de développement à la seule condition de déposer un dossier de présentation du projet en bonne et due forme. Alors que les paroisses ne disposent généralement pas des capacités techniques ni d'un budget suffisant pour recourir aux services d'un consultant, elles restent pour l'instant largement exclues de cette redistribution, dont les principaux bénéficiaires sont les grandes municipalités qui investissent dans des projets urbains. On note toutefois l'exception de Dayuma parmi les paroisses rurales. Grâce à une stratégie politique et budgétaire du président de la junta paroissiale, Dayuma est la première paroisse à obtenir un projet via la redistribution de la rente pétrolière. Cette stratégie comporte deux aspects : dès 2010 la majorité du budget de la paroisse est consacrée à l'embauche de deux techniciens, puis le président de la junta paroissiale quitte le mouvement Pachakutik-Nuevo Pais pour rejoindre le parti présidentiel Alianza Pais. Il obtient notamment la construction de plusieurs écoles du millénaire dans différentes communautés de la paroisse, pour une valeur dépassant les dix millions d'euro. D'après plusieurs entretiens menés à Coca et Dayuma, l'obtention de projets n'aurait pas été possible sans changer de parti politique. De plus, le questionnement s'élève de savoir si la paroisse aurait obtenu ces projets sans la tenue du conflit de 2008.

Toujours est-il qu'EEEEP développe son activité dans le district amazonien. En dehors du cas de Dayuma, la majorité des grands projets prévus au niveau paroissial ou de communautés isolées sont les communautés du millénaire.

3.2.3 Les communautés du millénaire : l'outil central de politiques de développements qui tendent à vider les campagnes en regroupant les ménages

Le modèle de développement porté par la politique de Correa est largement basé sur des critères d'accès aux services de base. Nécessairement, cela revient plus cher en milieu rural, du fait de la dispersion de l'habitat. Nécessairement aussi, on peut donner accès à un plus grand nombre de personnes plus rapidement en ciblant prioritairement les centres peuplés. En suivant ce raisonnement, on peut considérer qu'un regroupement de la population rurale est alors le moyen le moins onéreux et le plus simple techniquement de pourvoir un maximum de population en services de base.

Le second critère qui ressort de la politique de développement, en particulier des activités d'EEEEP, est la gestion et l'anticipation des conflits. Il se traduit notamment par le financement de communautés du millénaire en priorité dans les communautés indigènes refusant ou qui pourraient refuser l'activité pétrolière (comme Dureno Cofan ou Playas de Cuyabeno) et les paroisses où une intensification de l'exploitation pétrolière est prévue, comme Pacayacu et Dureno où des explorations sismique ont eu lieu en 2013.

La communauté du millénaire représente l'idéal type de la politique de développement rural menée par Correa : c'est un centre peuplé regroupant tout les services les plus modernes : assainissement, eau potable, écoles modernes, accès gratuit à internet, parfois des habitations neuves... Elle consiste en un regroupement des habitats dispersés, qui laisse augurer ou un investissement à perte, ou un délaissement du rural.

Dans le second cas, on peut s'attendre à l'arrivée d'une population très pauvre vers les centres peuplés et les centres urbains, sans réelle possibilité d'intégration, ce qui ouvre plusieurs questionnements :

Est-il possible d'anticiper cet évènement ?

Est-il possible de maintenir une société rurale dans le district amazonien ?

3.3 La société rurale pétrolière se trouve menacée par la forme que prend la planification du développement : les limites ... ou l'objectif de la politique de Correa ?

La planification du développement présente plusieurs aspects qui menacent le monde rural :

- le faible budget et le manque de capacité technique des GAD ruraux (paroisses) limites leur accès au financement de projets via EEEP
- les communautés rurales perdent leur centre historique, l'école

- l'économie locale n'est pas prise en compte dans la planification du développement. En outre, les projets productifs proposés par les entreprises ou les paroisses ne constituent pas des alternatives crédibles aux emplois pétroliers.

Ainsi, la planification du développement mène à la concentration des investissements dans les centres urbains et les centres peuplés, tout en délaissant le secteur rural. Les communautés souhaitant accéder aux services procurés par l'État doivent ainsi se rapprocher de ces centres et délaisser leurs fermes. S'ils souhaitent rester où ils sont, leur seule opportunité est de faire pression sur les entreprises pétrolières pour obtenir un projet de compensation.

Conclusion : une stratégie de dépeuplement des zones exploitées ?

La présente démonstration envisage la problématique de l'exploitation pétrolière en espace habité du point de vue du secteur rural. La description de la constitution de la société rurale pétrolière permet de dégager plusieurs de ses vulnérabilités à la présence de l'exploitation pétrolière. En plus de la vulnérabilité sanitaire dévoilée par différentes études à partir des années 1990 (références), on retient une forte vulnérabilité sociale et politique enracinée dans le développement de relations paternalistes et clientélistes avec les entreprises pétrolières durant l'ère Texaco. Ces relations se maintiennent après la récupération du district amazonien par Petroecuador. Ensuite, la coïncidence entre la chute du café et l'adoption de normes socio-environnementales de l'exploitation pétrolière conduit à des effets inattendus : loin de clarifier les relations entre entreprise et communautés, l'obligation de remédiation et de compensation contribue à l'intensification des relations communautaires, alors que le quasi monopole de l'entreprise sur le marché de l'emploi lui permet de limiter les velléités revendicatrices des communautés. Cependant, l'ouverture croissante de la question du droit au développement mobilise les communautés amazoniennes pour la revendication auprès de l'État d'une amélioration de leurs conditions de vie. Ces revendications sont prises en compte à la suite de violents conflits, mais les projets planifiés n'intègrent que partiellement la problématique de l'économie locale. En effet, si la priorité des populations locales pour les emplois pétroliers dans les entreprises publiques est adoptée en 2012 (décret 1669), celle-ci, en plus de n'être appliquée qu'à la marge, ne peut pas suffire à résoudre la crise de l'économie locale. De plus, la planification du développement local n'intègre pas de planification de la reconversion économique des fermiers et des journaliers. Alors qu'elle tend à concentrer les services dans les centres peuplés des paroisses rurales, elle constitue une incitation pour les riverains ruraux de l'exploitation pétrolière à délaisser les fermes éloignées. Enfin, la politique de redistribution de la rente pétrolière ne s'applique pour l'instant que marginalement aux paroisses rurales, du moins selon la voie réglementaire. En effet, les faibles capacités des paroisses ne leur permettant pas de concevoir des projets par elles-mêmes, leur marge de manœuvre est faible pour influencer la prise de décision, par exemple sur la forme que prendra une communauté du millénaire planifiée depuis le haut par EEEP. Tout ces éléments nous conduisent à formuler l'hypothèse d'une stratégie du gouvernement Correa qui viserait à un dépeuplement des zones rurales autour des zones exploitées.

Cette hypothèse se trouve renforcée si on considère les éléments suivants : la présente recherche a démontré que la seule manière dont disposent les communautés riveraines de l'exploitation pétrolière parviennent à se faire entendre est de montrer qu'elles peuvent devenir un obstacle à l'exploitation pétrolière. Or, le gouvernement dispose actuellement d'une opportunité de voir les campagnes se vider face au manque d'opportunités économiques pour les communautés rurales, tout en profitant de l'image bénéfique qu'il véhicule en tant que financeur du développement. Un exode

rural présenterait en outre plusieurs avantages, en plus de la baisse des conflits juridiques. Tout d'abord, l'entreprise Petroamazonas bénéficierait d'une forme de tranquillité, les impacts de l'exploitation devenant moins visibles à mesure que le nombre de riverains diminue. Ensuite, l'abandon des exploitations rurales permettrait une reforestation partielle des sites exploités et donc un verdissement des zones pétrolières du district amazonien.

Le dépeuplement prévisible des zones rurales amazoniennes implique la problématique à venir de l'intégration de ces populations à l'économie des centres peuplés et urbains du district amazonien. Or, cette intégration ne peut se faire sans une politique de soutien au développement d'activités pourvoyeuses d'emplois. De plus, les projets de services de base dans les centres peuplés doivent anticiper l'afflux de population à venir pour éviter la saturation des infrastructures.

Bibliographie :

Becerra, Sylvia et Peltier, Anne (dir.). *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*, Paris: L'Harmattan, 2009.

Becerra, Sylvia. Vulnérabilité, risques et environnement : l'itinéraire chaotique d'un paradigme sociologique contemporain, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 12 (1), 2012: en ligne : <http://vertigo.revues.org/11988>, consulté le 20 novembre 2014.

Beristain, Carlos Marín, Páez Rovira, Darío, Fernández, Itziar. *Las palabras de la selva: Estudio psicosocial del impacto de las explotaciones petroleras de Texaco en las comunidades amazónicas del Ecuador*. Bilbao: HEGAO, 2009.

Bissardon, Pauline, Becerra, Sylvia, Maurice, Laurence. Le risque sanitaire lié aux activités pétrolières en Amazonie Equatorienne : des alertes aux décisions, *Revue Environnement Risques et Santé* 2013, Vol 12 (4): 338-344.

Bustamante, Teodoro et Jarrín, María Cristina. Indicadores sociales y petróleo en la Amazonia. En: Bustamante, Teodoro. *La cortina de humo, dinámicas sociales y petróleo en Ecuador*. Quito: FLACSO, 2007: 21-95.

Crozier, Michel, Friedberg, Erhard. *L'acteur et le système*. Paris: Seuil, 1977.

Dangles, Olivier. *Biota máxima*. Quito: PUCE-IRD, 2009.

Eberhart, Nicolas. *Transformaciones agrarias en el frente de la colonización en la Amazonía Ecuatoriana*. Quito: Abya Yala, 1998.

Fontaine, Guillaume. *El precio del petróleo: Conflictos socioambientales y gobernabilidad en la región amazónica*. Quito: FLACSO-Instituto Francés de Estudios Andinos (Ifea)-Abya Yala, 2003.

Fontaine, Guillaume. Los conflictos ambientales por petróleo y la incidencia del movimiento ambientalista en el Ecuador. *Letras Verdes*, n°3, 2009: en línea: <http://www.flacsoandes.org>. Fecha de consulta: 15 agosto 2012.

Gondard, Pierre (Coord.). *Transformaciones agrarias en el Ecuador*, QUITO: IPGH-ORSTOM, 1988.

Hurtig, Anna Karin, San Sebastian, Miguel. Geographical differences in cancer incidence in the Amazon basin of Ecuador in relation to residence near oil fields. *International Journal of Epidemiology*, 2002, Vol. 31 (5): 1021-1027.

Jochnick, Chris, Zaidi, Sarah y Normand, Roger. *Rights violations in the Ecuadorian Amazon: the human consequences of Oil development*. New York: Centre for Economic and Social Rights, 1994: en línea: <http://www.cesr.org/downloads/Rights%20Violation%20in%20the%20Ecuadorian%20Amazon%20The%20Human%20Consequences%20of%20Oil%20Development%201.pdf>. consulté le 20 novembre 2014.

- Larrea Maldonado, Carlos y Camacho Zambrano, Gloria (coord.). *Atlas de las desigualdades socio-económicas del Ecuador*. Quito: SENPLADES, 2013.
- Léna et Barral, *L'occupation humaine de l'Amazonie*, in Lescure JP (Ed.), actes du séminaire « connaissance du milieu amzonien », Paris : ORSTOM, 1985.
- Little, Paul. *Ecología política de Cuyabeno: el desarrollo no sostenible de la Amazonia*. Quito: ILDIS-Abya Yala, 1992.
- López, Víctor. Para entender el conflicto entre Sarayacu, Estado y empresas operadoras del bloque 23. En Fontaine, Guillaume (Ed.). *Petróleo y Desarrollo sostenible en Ecuador. T2. Las apuestas*. Quito: FLACSO, 2004: 153-170.
- Maldonado, Adolfo y Narváez, Alberto. *Ecuador ni es ni será ya país amazónico: inventario de impactos petroleros I*. Quito: Acción Ecológica, 2005.
- Orta-Martínez, Martí, Napolitano, Dora, MacLennan, Gregor, O'Callaghan, Cristina, Ciborowski, Sylvia y Fábregas, Xavier. Impacts of petroleum activities for the Achuar people of the Peruvian Amazon: summary of existing evidence and research gaps, *Environmental Research Letters*, 2007, Vol. 2 (4), 045006.
- Paz-y-Miño, Cesar, López-Cortés, Andrés, Arévalo Melissa y Sánchez, María-Eugenia. Monitoring of DNA Damage in Individuals Exposed to Petroleum Hydrocarbons in Ecuador. *Annals of the New York Academy of Science*, 1140, 2008: 121-128.
- San Sebastián, Miguel, Armstrong, Ben, Córdoba, JA y Stephens, Carolyn. Exposures and cancer incidence near oil fields in the Amazon basin of Ecuador. *Occupational and Environmental Medicine*. 2001 (b), Vol. 58: 517-522.
- Unión de Promotores Populares de Salud de la Amazonía Ecuatoriana. *Culturas bañadas en petróleo: diagnóstico de salud realizado por promotores*. Lago Agrio: Abya Yala, 1993.
- Trujillo, Jorge. La colonización en el Ecuador, in Gondard (Coord.), *Transformaciones agrarias en el Ecuador*, Quito: IPGH-ORSTOM, 1988: 59-69.
- Wilches-Chaux Gustavo. Desastres, ecologismo y formación profesional, SENA: Colombia, 1989. Reed. en: Maskrey, A., *Los desastres no son naturales*, LA RED: Tercer Mundo, 1993: 11-44.